Assemblée nationale : LR veut utiliser sa « niche » pour interdire le voile aux mineures et les foyers aux sans-papiers

Publié le 10/10/2024 - Mis à jour le 10/10/2024 à 10h10 par 20 Minutes avec AFP

Le président du groupe LR à l'Assemblée nationale Laurent Wauquiez, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau et le ministre du Logement Guillaume Kasbarian, lors d'une conférence de presse, mardi 8 octobre 2024 à l'Assemblée nationale. (Illustration) © Bertrand Guay / AFP

20 Minutes avec AFP

Publié le 10/10/2024 à 10h10 - Mis à jour le 10/10/2024 à 10h10

Assemblée nationale - Et si LR utilisait sa « niche » pour interdire le voile aux mineures et les foyers aux sans-papiers ? C'est la proposition décrétée par le parti LR, mercredi 9 octobre, en conférence de presse, mardi 8 octobre, lors de la « niche » du groupe LR à l'Assemblée nationale.

Parmi les propositions les plus emblématiques figurent un texte déposé les semaines qui ont précédé les élections de la maison Nouvelle-Aquitaine, Pierre Cazeneuve et un texte porté par ministres Gérald Darmanin et Bruno Retailleau, qui a été adopté en commission des lois, mercredi 9 octobre, et qui devrait être examiné en séance, dès la mi-novembre, en vue, dès janvier, d'une adoption définitive.

Parmi les propositions les plus emblématiques figurent un texte déposé les semaines qui ont précédé les élections de la maison Nouvelle-Aquitaine, Pierre Cazeneuve et un texte porté par ministres Gérald Darmanin et Bruno Retailleau, qui a été adopté en commission des lois, mercredi 9 octobre, et qui devrait être examiné en séance, dès la mi-novembre, en vue, dès janvier, d'une adoption définitive.

Une résolution contre les foyers monoethnies

Dans la continuité de ce texte, les députés LR déposent une résolution appelant à revoir la Charte monoethnies et les foyers aux sans-papiers. Ils veulent, en « mettant fin à la mixité ethnique » dans les foyers, « permettre à chaque ethnie de vivre en communauté, en toute sécurité, dans un cadre approprié ».

Les aides sociales également au programme

La question migratoire occupe une place de choix. Les propositions de la part du parti d'extrême-droite ne manquent pas. Parmi les mesures, les bénéfices sociaux seraient « conditionnés à des mesures de rétorsion » dans le cas où l'on ne dans